

La Roche-sur-Yon
Les Sables d'Olonne
Nantes

ASSOCIATION NOVÉHA

Rue Alfred de Vigny
85607 MONTAIGU CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025

ACCIO LA ROCHE-SUR-YON

53, rue Benjamin Franklin - CS 80654 - 85016 La Roche sur Yon cedex
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au tableau de l'Ordre de la région Pays de la Loire et membre
de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique
SAS au capital de 48 000 € - Siret 383 228 889 00051 - RCS La Roche sur Yon - FR96 383 228 889

Tél. 02 51 37 10 14 - laroche@accior.fr
www.accior.fr - www.audecia.com



ACCIOR LA ROCHE SUR YON
53 rue Benjamin Franklin
CS 80654
85016 La Roche-sur-Yon cedex
Membre de la compagnie régionale Ouest-Atlantique

ASSOCIATION NOVÉHA

Rue Alfred de Vigny
85607 MONTAIGU CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Assemblée générale de l'association NOVÉHA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association NOVÉHA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06, exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions ainsi que le poste créances.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Association et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 9 avril 2026.

Le commissaire aux comptes

ACCIOR LA ROCHE SUR YON



François CAILLAUD

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	332 185	220 584	111 600	21 019
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	332 185	220 584	111 600	21 019
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	317 924	218 799	99 125	112 270
	Constructions	4 931 909	3 334 629	1 597 280	1 447 407
	Installations techniques, mat. et outillage industriels	2 357 997	2 158 096	199 900	188 661
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	53 015		53 015	258 943
	TOTAL	7 660 848	5 711 525	1 949 322	2 007 282
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL				
Total (II)		7 993 033	5 932 110	2 060 922	2 028 301
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	375 795	14 636	361 158	365 952
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	289 290		289 290	401 940
	Charges constatées d'avance	26 262		26 262	28 728
	TOTAL	691 347	14 636	676 711	796 621
	Divers				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus	800 000		800 000	800 000
	Disponibilités	1 787 925		1 787 925	1 978 261
Total (III)		3 279 272	14 636	3 264 636	3 574 883
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		11 272 306	5 946 746	5 325 559	5 603 185
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	399 697	399 697
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	1 881 717	1 881 717
	Report à nouveau	775 549	762 330
	Excédent ou déficit de l'exercice	-174 092	13 218
	Situation nette (sous-total)	2 882 871	3 056 963
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 952 582	2 056 577
	Provisions réglementées		
Total (I)		4 835 454	5 113 540
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 091	136 430
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	241 709	246 907
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 720	35 815
	Autres dettes	14 196	
	Produits constatés d'avance	116 387	70 490
Total (IV)		490 105	489 644
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 325 559	5 603 185
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total		
Charges exceptionnelles (VI) Total		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	2 081 016	2 417 457
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 255 109	2 404 238
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-174 092	13 218
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025

NOVEHA Association

1 Description de l'activité et des moyens de l'entité

1.1 Objet social

Conformément aux statuts mis à jour par l'assemblée générale extraordinaire du 28 avril 2022, « l'association a pour objet dans son secteur géographique :

- D'animer et d'assurer la représentation du réseau des entreprises et des branches professionnelles de l'Aménagement de l'Habitat domestique et professionnel (ameublement, agencement, menuiserie, nautisme et habitat de loisirs...) par le conseil, la formation et l'innovation ;
- D'organiser des activités de formation, de recherche et d'innovation ; de mutualiser des ressources et des équipements pour répondre aux entreprises de l'Aménagement de l'Habitat ; d'être un lieu d'incubation, d'expérimentation et de réalisation de projets à caractère industriels ; d'offrir des services et compétences accessibles aux industriels ; d'assurer le pilotage et l'animation du réseau des entreprises de l'Aménagement et de l'Habitat ;
- D'organiser et de développer les moyens permettant d'assurer des formations professionnelles initiales et qualifiantes quel qu'en soit le statut dès lors qu'elles conduisent à un diplôme, un titre, une qualification professionnelle ou une reconnaissance CCN ;
- D'organiser les activités de formation en apprentissage et de gérer conformément aux dispositions du titre V du livre III du Code du Travail le Centre de Formation d'Apprentis (CFA), dont l'activité a été déclarée le 4 mars 2020 auprès de la Préfecture des Pays de la Loire ;
- De prendre des participations, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toute société ou groupement dont l'objet pourrait se rattacher ou contribuer à celui de l'association. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Formations longues sous différents statuts : contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation, salariés de la formation continue ;
- Formations courtes des salariés ;
- Formations reconversion, requalification ;
- Prestations d'accompagnement technique (diagnostics, assistance, veille, ...).

2 Faits caractéristiques

2.1 Evènements principaux de l'exercice

Néant

2.2 Evènements postérieurs à la clôture

Néant

3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

4 Informations relatives au bilan

4.1 Actif

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	190 361	141 824	-	-	332 185
Immobilisations corporelles	Terrains	317 925	-	-	-	317 925
	Constructions	4 597 514	334 395	-	-	4 931 909
	Install. Tech., mat., outillage	1 979 438	72 837	-	-	2 052 275
	Install. générales, ag. Am. divers	4 131	-	-	-	4 131
	Matériel de transport	4 729	-	-	-	4 729
	Mat bur., informatique, mobilier	288 769	8 094	-	-	296 863
	Immo. Corp. En cours	258 943	1 739	-	207 666	53 016
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	7 451 449	417 065	-	207 666	7 660 848
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		7 641 810	558 889	-	207 666	7 993 033

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Les amortissements économiquement justifiés correspondant à la dépréciation des biens sont calculés selon le mode linéaire.

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Agencements terrain	Linéaire	10 à 20 ans
Construction	Linéaire	5 à 30 ans
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 20 ans
Matériel entretien, atelier	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	169 342	51 242	-	220 584
Amortissements corporelles	Terrains	205 655	13 144	-	218 799
	Constructions	3 150 107	184 522	-	3 334 629
	Install. Tech., mat., outillage	1 877 037	53 448	-	1 930 485
	Install. générales, ag. Am. divers	3 721	-	-	3 721
	Matériel de transport	4 729	-	-	4 729
	Mat bur., informatique, mobilier	202 919	16 244	-	219 163
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	5 444 168	267 360	-	5 711 526
Total général		5 613 509	318 603	-	5 932 110

4.1.3 Amortissements et dépréciations – État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	169 342	51 242	-	-	-	220 584
Corporelles	5 444 166	267 360	-	-	-	5 711 526
TOTAL	5 613 509	318 603	-	-	-	5 932 110

4.1.4 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	17 739	3 600	6 703	14 636
Autres	-	-	-	-
TOTAL	17 739	3 600	6 703	14 636

4.1.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DEL' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	375 795	375 795	
	Autres	289 290	289 290	
Charges constatées d'avance		26 262	26 262	
TOTAL		691 347	691 347	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		114 091	114 091		
Dettes fiscales et sociales		241 709	241 709		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		3 720	3 720		
Autres dettes		14 196	14 196		
Produits constatés d'avance		116 387	116 387		
TOTAL		490 103	490 103		

4.1.6 Disponibilités

Le compte courant bancaire CIO de NOVEHA est géré dans le cadre d'un contrat spécifique avec la banque qui génère des placements financiers par le biais d'un compte miroir.

Les produits financiers se sont élevés à 58 294 € au cours de l'exercice 2025, contre 71 025 € l'année dernière.

4.1.7 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance, qui s'élèvent à 26 262 € au 31 décembre 2025 contre 28 728 € en 2024, sont liées à l'exploitation.

4.1.8 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Facture à établir	95 648
Rabais, remises, ristournes à obtenir	-
Subvention à recevoir sur investissements	247 500
Subvention d'exploitation à recevoir	32 478
Etat produits à recevoir	3 000
TOTAL	378 626

4.2 Passif

4.2.1 Fonds propres

4.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Libellés	Solde début	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds statutaires	399 697	-	-	-	399 697
Réserves	-	-	-	-	-
Réserves pour projet	1 881 717	-	-	-	1 881 717
Report à nouveau	762 330	13 218	-	-	775 548
Excédent ou déficit	13 218	- 13 218	- 174 092	-	- 174 092

Les fonds statutaires se composent d'une dotation initiale de 399 697 € perçue par l'organisme gestionnaire de NOVEHA lors de l'apport partiel d'actif de l'AFPIA en 2003.

4.2.1.2 Subventions d'investissement

Dans les fonds propres figurent les subventions d'investissements pour un montant net de 1 952 583 €.

Subventions d'investissements	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Montant nominal	4 264 441	125 000	-	4 389 441
Quotes-parts virées au résultat	- 2 207 864	-	228 994	- 2 436 859
Solde	2 056 577	125 000	228 994	1 952 583

4.2.2 Fonds dédiés

Néant.

4.2.3 Provision pour indemnité de départ à la retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés, au titre de l'indemnité de départ à la retraite, s'élève à 72 417 € en 2025 contre 70 363 € en 2024. Cet engagement a été déterminé à partir de la méthode des unités de crédits projetées et des paramètres suivants :

- Age de départ à la retraite : 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3,98 % ;
- Taux de progression des salaires : 0.50 % par an ;
- Table de mortalité : Table de mortalité définitive 2019-2021 ;
- Taux de turnover : 1,00 %.

L'association a souscrit à un contrat Passifs sociaux auprès d'un organisme externe en 2017. La situation au 31 décembre 2025 est de 132 497 €.

Au 31 décembre 2025, le montant total de l'engagement est couvert par l'externalisation.

4.2.4 Comptes de régularisation

Au 31 décembre 2025, les produits constatés d'avance, qui s'élèvent à 116 387 € sont liés à l'exploitation contre 70 490 € sur l'exercice 2024.

Charges à payer	Montant
Factures à recevoir	66 878
Dette sociales et fiscales	127 972
Avoir à établir	-
TOTAL	194 850

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Répartition des produits d'exploitation (hors reprises de provisions et transferts de charges) :

Produits d'exploitation	Montant
Prestations de services	1 699 631
Vente d'électricité	1 723
Subventions d'exploitation	249 987
Cotisations	57 740
Utilisations de fonds dédiés	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 702
Autres produits	6 937
TOTAL	2 022 720

5.2 Résultat financier

Le résultat financier qui s'élève à 58 294 € est composé des intérêts des placements.

5.3 Résultat par activité

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Former en alternance		31 767
Former en continu et Faciliter, Innover, Animer (secteur taxable)	232 945	
Organisme gestionnaire		27 085
TOTAL	174 093	

5.4 Fiscalité

L'association ayant une activité accessoire de formation continue, un secteur distinct d'activité a été créé et a fait l'objet d'une déclaration fiscale.

6 Informations complémentaires

6.1 Effectif

L'effectif moyen pour l'exercice 2025 est de 19 salariés.

6.2 Rémunération des hauts cadres dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

Il doit être communiqué, en application de l'article 20 de la loi n°2006-589 du 23 mai 2003, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants de l'association.

Pour l'exercice 2025, cette information n'est pas communiquée car cela reviendrait à donner une rémunération individuelle.

6.3 Contributions volontaires en nature

A défaut d'identifier de manière exhaustive les informations, l'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires en nature concernent essentiellement les heures de bénévolat réalisées par les élus dans les instances de l'association (conseil d'administration et conseil de perfectionnement). Ces contributions ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.